

MARCHÉS ET POSSIBILITÉS À L'ÉTRANGER

- encouragera dans toute l'Asie la collaboration entre entreprises canadiennes et partenaires asiatiques dans le domaine des sciences et technologie au moyen d'initiatives diverses, dont la conclusion d'accords officiels et la prestation de services directs aux entreprises;
- augmentera sensiblement les services afin de mieux renseigner et de sensibiliser les entreprises canadiennes sur les débouchés qui s'offrent en Asie et de les aider à réussir à s'implanter sur ces marchés.

L'EUROPE

Notre histoire et notre culture communes influent encore sur notre relation avec l'Union européenne, notre deuxième partenaire mondial sur les plans du commerce, de l'investissement et de l'innovation, un partenaire dont l'importance équivaut sensiblement pour nous à celle de l'ensemble de la région Asie-Pacifique. Bien que nous traitions directement et souvent avec l'Union européenne, celle-ci ne représente cependant pas la totalité de l'espace économique européen plus large : d'autres pays, notamment la Suisse et la Norvège, font partie du même continent, et des « pays étrangers proches » de l'Europe, à savoir d'anciennes républiques soviétiques, ainsi que les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sont également de plus en plus liés aux chaînes de valeur centrées en Europe. La stratégie du gouvernement fédéral tient compte de cette réalité et mise sur nos forces pour étendre nos liens dans cette partie du monde.

L'Union européenne

L'Union européenne (UE) est le plus important marché du monde, avec une population de plus de 450 millions d'habitants, et, depuis son élargissement dans le Centre et le Sud de l'Europe en 2004, son PIB rivalise maintenant avec celui des États-Unis. Les gouvernements des États membres de l'Union ont à cœur de créer un avenir européen, et le secteur commercial de l'UE, riche et ingénieux, est le premier investisseur et l'une des plus importantes sources de technologie et d'innovation du globe. La force conjuguée des pays de l'UE est venue modifier toute la donne commerciale mondiale et régionale, de sorte que le Canada s'en trouve amené à devoir affronter une vive

compétition et de sérieux problèmes au moment même où il s'emploie à mettre à jour sa stratégie en matière de relations commerciales.

Le gouvernement utilise de nombreux moyens pour resserrer les liens entre le Canada et l'UE. Il est guidé dans cette voie par des rencontres au sommet entre le premier ministre, le président de la Commission européenne et le président en exercice de l'UE. En mars 2004, le premier ministre Martin a été l'hôte d'un sommet qui a permis de raviver nos relations en donnant lieu au lancement du Programme de partenariat Canada-Union européenne, lequel prévoit une coopération bilatérale dans les domaines de la sécurité et de la prospérité économique mondiale ainsi que sur d'autres questions d'intérêt majeur. Afin d'actualiser nos liens commerciaux et d'appuyer le milieu des affaires canadien, nous sommes en train d'élaborer avec l'UE un accord axé sur l'avenir, l'Accord sur le renforcement du commerce et de l'investissement (ARCI). L'accord en question, qui devrait stimuler la croissance économique et contribuer à l'augmentation de la productivité, comportera des dispositions ayant pour objet de faciliter les échanges bilatéraux en matière de commerce et d'investissement ainsi que les transferts de technologie entre PME canadiennes et de l'UE.

L'ARCI aura une portée allant au-delà des considérations classiques relatives à l'accès aux marchés, car il prendra en compte les enjeux à venir, par exemple la nécessité d'une coopération plus étroite sur les questions touchant la réglementation. Le gouvernement a accepté d'élaborer un cadre de coopération volontaire avec l'UE en matière de réglementation en vue de favoriser l'adoption de pratiques exemplaires, de rendre les initiatives réglementaires plus efficaces et de faciliter nos échanges en matière de commerce et d'investissement. Dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation, le gouvernement s'applique à intensifier notre coopération en organisant des ateliers thématiques pour explorer de nouvelles avenues de collaboration et de nouvelles formes de partenariat. La participation de nos entreprises à des programmes de recherche publics et privés de l'UE, en tant que partenaires, sous-traitants ou membres de réseaux informels, a confirmé la réputation du Canada comme riche bassin d'éventuels partenaires pour des travaux de recherche de pointe. C'est ce qui fait que la